

[Ukraine](#) [Présidentielle 2027](#) [International](#) [Planète](#) [Politique](#) [Société](#) [Économie](#) [Idées](#) [Culture](#)

ÉCONOMIE ÉCONOMIE FRANÇAISE

L'économie française en plein décrochage par rapport au reste de l'Europe : croissance faible, inflation et chômage en hausse

La croissance ne devrait pas dépasser 0,4 % en 2026, contre 0,7 % prévu, selon l'Insee. Les principaux moteurs de la demande – consommation et investissements – sont à l'arrêt, quand l'inflation et le chômage continuent de grimper. Cette contre-performance contraste avec la reprise des autres grandes économies de la zone euro.

Par Béatrice Madeline

Publié le 10 septembre 2026 à 17h00, modifié le 11 septembre 2026 à 09h08

• Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés



SÉVERIN MILLET

Finie la « résilience » tant saluée au fil des crises successives. Cette fois, l'économie française ploie franchement, au contraire de ses voisines européennes. Consommation toujours en berne, pouvoir d'achat en recul, investissements quasi à l'arrêt tandis que l'inflation et le chômage progressent de concert : rien ne va, ou presque, dans le diagnostic formulé par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), qui présentait, jeudi 10 septembre, sa note de conjoncture de rentrée. Au lieu des 0,7 % de croissance annuelle attendus en juin (et même 0,9 % lors des premières projections), la hausse du produit intérieur brut (PIB) ne dépassera pas 0,4 % fin 2026, deux fois moins qu'en 2025 quand la croissance a atteint 0,9 %.

Après avoir reculé pendant l'hiver (– 0,2 % au premier trimestre) et fait du sur-place au printemps (0,0 % au deuxième trimestre), l'activité économique entrerait pratiquement en hibernation : l'Insee prévoit tout juste 0,1 % de croissance au troisième trimestre, et à peine 0,2 % au quatrième.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Le verdict est sévère, la comparaison est douloureuse : tandis que la France décroche, le reste de l'Europe repart, en dépit du contexte international et de la hausse des taux d'intérêt qui frappe quasiment toutes les économies du monde. Avec cette perspective de croissance de 0,4 %, la France ferait, en 2026, trois fois moins bien que la moyenne des grandes économies de la zone euro, souligne Dorian Roucher, chef du département de la conjoncture à l'Insee : l'Allemagne atteindrait 1 % de croissance, l'Espagne, 2,6 %, et l'Italie, 0,9 %. Lanterne rouge des grandes économies européennes, la France est aussi le seul pays dont la croissance ralentirait en 2026 par rapport à 2025.

Lire aussi | [Les nuages s'amoncellent sur l'économie française menacée de récession](#)

A Bercy, où la préparation du budget s'apparente plus que jamais à une équation insoluble, cette contre-performance complique encore la donne. Le ministre de l'économie, Roland Lescure, doit annoncer, vendredi, la révision du scénario macroéconomique pour la fin de l'année et pour 2027, et ce ne sera pas dans un sens favorable. Politiquement, le coup est rude : en pleine séquence préélectorale, les bilans s'annoncent plombés et les programmes seront plus contraints que prévu par la réalité économique.

Promesse du plein-emploi enterrée

Comment l'économie française en est-elle arrivée là, alors que c'est l'Allemagne qui faisait figure, il y a quelques mois encore, d'homme malade de l'Europe ? Dorian Roucher avance plusieurs explications. Les conditions climatiques en sont une. L'Insee estime, comme Bercy l'avait annoncé dès le 2 septembre, que [la canicule aura coûté 0,1 point de croissance à l'économie sur l'année](#), principalement au travers de la production agricole. Deuxième explication, le « *retournement violent* » de l'activité dans les travaux publics, intervenu à l'issue des élections municipales de mars. Troisième explication, le marché du travail est « *plus dégradé* » dans l'Hexagone qu'ailleurs en Europe : le chômage augmente, les salaires sont peu dynamiques.

Chaque jour de nouvelles grilles de mots croisés, Sudoku et mots trouvés.

Jouer

Enfin, avec des déficits publics qui dépassent 5 % du PIB, l'impulsion budgétaire est forcément « *moins favorable* » que chez nos voisins, souligne-t-il. En Allemagne notamment, le « bazooka fiscal », un plan

massif de 500 milliards d'euros d'investissements, commence à porter ses fruits. Le pays devrait atteindre 1 % de croissance en 2026, en dépit de l'impact négatif de la baisse des eaux du Rhin sur la production industrielle.

Lire aussi | [Budget 2027 : une préparation qui met les nerfs de Sébastien Lecornu à vif](#)

Outre ces éléments de décrochage franco-français, la France pâtit, comme les autres, du contexte international, marqué par les conflits, les tensions commerciales et la hausse des prix de l'énergie. Alors qu'elle était retombée sous la barre des 2 % en décembre 2025, l'inflation est repartie partout en Europe, mais à des rythmes différents. En France, elle atteindrait 2,9 % en glissement annuel à la fin de l'année 2026, contre 2,4 % en août. Cette nouvelle hausse provient des prix de l'énergie et d'un « *coup de chaud* » attendu sur les produits frais en raison de la canicule. A noter que sur le front de l'inflation, la France s'en sort un peu mieux que ses voisins : mesurée en indices harmonisés, la hausse des prix atteindrait cette année 4,5 % en Espagne et 3,8 % en Italie, contre 3,1 % en France et en Allemagne.

Mais de cet avantage, les Français ne tireront en réalité aucun profit, faute de voir leurs rémunérations suivre le rythme des prix. « *La reprise de l'inflation commence seulement à être intégrée aux négociations salariales* », observe Clément Bortoli, chef de la division synthèse conjoncturelle à l'Insee. Et le rapport de force n'est pas favorable aux salariés : la remontée du chômage, entamée en 2025, va se poursuivre.

Au lieu du plein-emploi promis par le président de la République, Emmanuel Macron, lors de sa campagne pour sa réélection en 2022, 8,6 % de la population active serait sans travail d'ici à la fin de l'année. Le secteur privé détruirait, à lui seul, 66 000 emplois nets, les postes d'alternants continuent à fondre comme neige au soleil. La seule composante dynamique du marché du travail en 2026 est celle de l'emploi non-salarié, avec 95 000 nouveaux microentrepreneurs et autres entrepreneurs individuels, aux rémunérations souvent minimales.

Appel à l'épargne

« *La surprise inflationniste et la baisse de l'emploi salarié* » ont une conséquence que les Français n'ont pas manqué de percevoir depuis des mois déjà dans leur quotidien : leur pouvoir d'achat s'érode. La baisse sur l'année devrait être de 0,4 %. Ce repli est du même ordre que celui intervenu en 2025, mais il affecte « *une large partie des ménages* », note l'Insee, contrairement à ce qui s'était passé l'année précédente. En 2025, la baisse de pouvoir d'achat provenait essentiellement de la diminution des revenus des dividendes et ne touchait donc que certaines catégories de ménages, plutôt favorisées.

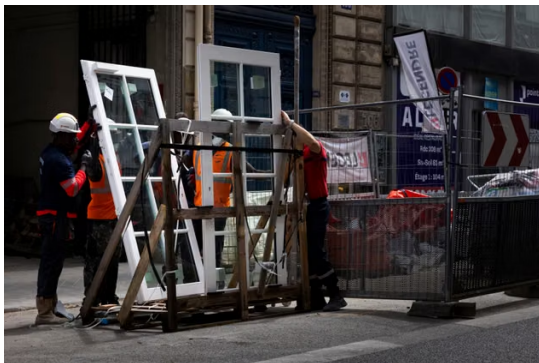
Difficile d'imaginer qu'avec un pouvoir d'achat dans le rouge, la consommation puisse se montrer dynamique. De fait, elle sera poussive cette année, en progression de 0,3 % seulement. Pour la soutenir, les Français vont même puiser un peu dans leurs économies, faisant passer le taux d'épargne de 17,8 % en 2025 à 17,3 % en 2026. Parcimonieux dans leurs achats du quotidien, les consommateurs vont également revoir à la baisse leurs projets, notamment en matière de logement. Le marché de l'ancien va pâtir de l'augmentation attendue du coût du crédit, avec un effet boule de neige sur les secteurs comme l'entretien-rénovation ou les services. Au total, l'investissement des ménages devrait plonger de 1,3 % cette année.

Lire aussi | [Présidentielle 2027 : derrière les rires des patrons du Medef, la question très sensible du pouvoir d'achat et des salaires](#)

Les entreprises ne viendront pas prendre le relais pour ranimer l'économie. Pénalisées elles aussi par la hausse du coût du crédit et une demande atone, elles vont revoir leurs projets d'investissement à la baisse. L'investissement total des entreprises devrait se replier de 0,3 % cette année, après une légère hausse de 0,7 % en 2025. Le coût de l'énergie et, sur la fin de l'année, la hausse des salaires attendue à l'issue des renégociations vont peser sur les comptes : le taux de marge des entreprises devrait revenir à 31,6 % de la valeur ajoutée, 0,7 point de moins qu'en 2025.

Finalement, le seul moteur capable de tirer un peu la croissance en 2026 est celui du commerce extérieur. Matériels aéronautiques, bateaux civils et militaires font pencher la balance commerciale du côté des exportations, tandis que la faiblesse de la demande intérieure pèse sur les importations. Une première dans l'histoire économique récente de la France – mais pas forcément une si bonne nouvelle.

Pour approfondir (2 articles)



III La hausse des taux pénalise les emprunts immobiliers et l'investissement des entreprises



III Menaces sur l'emploi dans l'économie sociale et solidaire, qui représente près d'un emploi sur dix en France

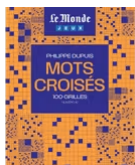
Béatrice Madeline

Le Monde Boutique

[Découvrir](#)

Collection *Le Monde des livres*

Serviette de plage, pochette, sac cabas et casquette.



Mots croisés n°16

100 nouvelles grilles de Philippe Dupuis



Sudoku n°1

Les grilles de Sudoku - n°1

[Voir plus](#)

Partenaires

Guides d'achat avec Le Monde

Les meilleurs pianos numériques

Les meilleures ponceuses triangulaires

Les meilleures gourdes réutilisables

Les meilleures friteuses sans huile

Les meilleurs sèche-cheveux

Les meilleurs balais vapeur

Les meilleures brosses à dents électriques

Tous nos guides



**Calculez votre
empreinte carbone et vo
empreinte eau**

en seulement 10 minutes

Faire le calcul